

PRÉFACE

DE LA RENAISSANCE À LA RÉVOLUTION : L'APPRENTISSAGE DE L'INTELLIGENCE

Yves Bonnet

Préfet, ancien directeur de la DST (1982-1985), ancien député.
Président du Centre international de recherches et d'études sur le terrorisme
et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT).
Membre du Comité stratégique du CF2R.

Ce n'est pas une tentation, mais une nécessité que de percer les secrets puisque ceux-ci ne valent précisément que par leur clandestinité. Le « besoin d'en connaître » qu'invoquent les officiers du renseignement moderne comme la sacro-sainte règle qui pose les limites de leurs investigations – « je suis qualifié pour savoir et intervenir à partir de et jusqu'à » – ne pouvait qu'apparaître avec le développement du *dasein*, ne serait-ce que pour des justifications de survie et de vie commune dans un cadre qui n'a cessé de s'élargir, avec le changement de dimensions des modèles d'agrégation sociale, passant de la famille au clan, du clan à la tribu, de la tribu au peuple, du peuple à la nation.

Le besoin de sécurité, qui le dispute à celui de l'énergie au sommet des conditions de l'existence, ne pouvait que se fonder – et se fonde toujours – sur la connaissance du plus proche environnement, et cette dernière sur la perception par tous les moyens que développe l'intelligence humaine.

Aussi loin que les écrits, mésopotamiens, égyptiens, le permettent, on trouve donc, parmi les premières marques de l'organisation humaine, celles qui se rapportent aux activités de l'« autre », qu'elles apparaissent ou non dangereuses par leur voisinage. Il est probable que les premiers agents et les premiers signes de cette reconnaissance sont apparus avec les premières sociétés organisées, mais nous n'en avons connaissance qu'avec et par l'écriture. Ce besoin de « savoir le caché », nous en trouvons une première manifestation

dans un des plus anciens de nos textes sacrés, la Bible. Celle-ci nous enseigne ainsi que « *l'Éternel parla en disant à Moïse : envoie des hommes pour explorer le pays de Canaan que je donne aux enfants d'Israël* » (nombres, 13).

Et plus loin : « *dirigez-vous de ce côté, vers le Midi et vous monterez sur la montagne. Vous verrez le pays, ce qu'il est, le peuple qui y habite, s'il est fort ou faible, s'il est bon ou mauvais; et quelles sont les villes où il habite, si c'est en des tentes ou des villes fortifiées; ce qu'est le roi, s'il est gras ou maigre; s'il y a des arbres, s'il n'y en a pas. Ayez bon courage et prenez du fruit du pays* ».

Dans le parcours qu'a tracé le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) pour le second tome de son encyclopédie du renseignement, qui court de la Renaissance et de la Réforme à la Grande Révolution française, ce savoir le caché, auquel je préfère le mot anglo-saxon d'*Intelligence*, prend sa forme et ses limites dans le service de l'État. L'évolution qu'il connaît alors procède de celle des *États-possessions*, celle de territoires qui se confondent, comme en France, avec des familles et des dynasties qu'il faut prémunir d'agressions extérieures. Les souverains, qui les possèdent en apanages, au sens médiéval, utilisent tous leurs moyens jusqu'aux plus immoraux pour les préserver, les faire prospérer par l'accumulation de richesses, les agrandir. On voit alors apparaître dans l'entourage des gouvernants, outre les grands capitaines et les connétables qui disposent de la force militaire, des personnages plus discrets qui leur apportent une matière préalable et indispensable à l'action guerrière : la connaissance précise et actualisée des forces et des faiblesses de leurs ennemis. Ce que Moïse prescrit à ses envoyés au pays de Canaan. Et comme la notion d'ennemi est fluctuante et incertaine, c'est à tous les pays qui les entourent qu'ils portent en définitive attention. Avec une nuance : ce voisinage immédiat impose nécessairement de donner à la collecte du renseignement la dimension fondamentale du « secret », de la « clandestinité ». La dimension, puis le nom.

Plus le souverain est puissant, plus le secret lui devient indispensable et plus ceux qui pratiquent et protègent ce secret prennent de place dans l'immédiat entourage des rois ou des reines. Apparaissent alors des personnages qui ne bénéficient d'aucune protection – on dirait de nos jours d'aucune couverture –, qui ne sont pas nécessairement rémunérés, en tout cas pas au niveau qu'ils méritent et qui gagnent les plus belles des batailles, celles qu'on ne livre pas.

Les trois siècles de ce que l'on appelait dans les manuels de Mallet et Isaac les *Temps modernes* et qui commencent par la Renaissance, la Réforme et l'apparition de l'imprimerie posent le cadre et les conditions de la collecte du renseignement. Ils posent également les bases de l'espionnage moderne, à savoir « la matière », l'appropriation de données, et « la méthode », le recours à la psychologie ou, pour employer une expression plus simple, la connaissance de

l'humain. Ainsi vont se caractériser, à partir de cas emblématiques, le profil de celles et ceux qui seront investis de cette mission. Ils ne sont pas nécessairement identifiés, les noms de la plupart d'entre eux ont sombré dans l'oubli, sans aucune chance de réapparaître. Mais il en est tout de même quelques-uns dont la mémoire reste et dont les histoires particulières forment la trame de cet ouvrage.

Le premier pionnier de la discipline, notre maître à tous, doit être reconnu en Francis Walsingham. Ce personnage discret, qui apparaît le plus souvent dans les films ou les séries consacrées à la *Reine vierge*, Elisabeth I^{re} d'Angleterre, a préservé le trône des Tudor de ses ennemis de l'intérieur, comme de ceux de l'extérieur. Il a marqué de son empreinte un règne exceptionnel par sa durée, quarante-quatre ans, la fondation de l'unité nationale, l'expansion coloniale, la restauration de l'anglicanisme et la sauvegarde de son indépendance ; de chacune de ces réussites Walsingham a pris sa part au prix d'une loyauté, d'une opiniâtreté et d'une capacité organisationnelle exceptionnelles. On peut le voir en fondateur de l'espionnage moderne, collaborateur puis successeur de Throgmorton à l'ambassade de Paris, puis faisant ses premiers pas dans une fonction qui n'existe pas encore, celle de *deus ex-machina* royal, sorte de Richelieu anglais. On peut aussi consigner ses interventions politiques majeures, en sa qualité de secrétaire d'État. On aurait pu lui décerner avant l'heure, celle de Cromwell, le titre de Lord Protecteur, toutes conséquences d'un quelque chose d'inconcevable de la part d'Elisabeth, la confiance royale.

Elisabeth Tudor l'installe près d'elle et lui confère tous pouvoirs : elle lui fait entière confiance pour assurer la sécurité du royaume qui passe par sa propre sécurité à elle. La confiance, un mot nouveau, une pratique originale dans un microcosme fait d'intrigues et de sourdes luttes pour le pouvoir. Nous ne connaissons l'homme qui reçoit pareille responsabilité qu'à travers ses victoires, silencieuses et discrètes, sur tous les ennemis du royaume, de Philippe II d'Espagne à Marie Stuart, l'intrigante vendue au roi de France. Pour faire fonctionner la machinerie élisabéthaine, il lui faut abattre un travail de titan, choisir ses envoyés, les rétribuer de ses propres deniers, dépouiller en personne leurs rapports comme les dépêches des diplomates, expédier des faux étudiants en France et en Italie ; il connaît, seul, la totalité de son réseau. Forcément, il remporte des succès inouïs : il apprend, par Stafford, agent double, le projet monstrueux d'invasion de l'Angleterre, et il vainc l'invincible Armada du roi Philippe II d'Espagne. Rien que cela ? Non, pas seulement : en plus, il désinforme, il intoxique, il commande à John Dee, astrologue de la reine, une cryptographie qui demeure encore de nos jours un mystère. Il inonde l'Espagne d'almanachs prophétiques qui annoncent aux Ibériques inondations, grêle et neige en été,

auxquels pour faire bonne mesure il ajoute des *Convulsions de la terre et de l'océan*. Il s'attache les services du poète Christopher Marlowe et devient le manipulateur le plus vicieux et le plus loyal des proches d'Elisabeth. Pour couronner le tout, il se fait pédagogue et consigne son expérience de chef du premier réseau organisé en Europe, dans un *Projet pour obtenir des renseignements en Espagne*.

C'est avec Walsingham que naît le concept d'*Intelligence*, qui n'est pas seulement la nouvelle acception d'un mot hérité du français et, au-delà, du latin, mais une nouvelle discipline qui très vite se sépare de la morale et se met en ménage avec la littérature et plus précisément la fiction : la psychologie, la connaissance des ressorts de l'esprit humain.

Walsingham restera comme le précurseur du cynisme d'État, longtemps ignoré par les uns, oublié par les autres. Que les puristes veulent bien appeler la raison d'État, euphémisme réservé à ceux qui nous gouvernent. Pour lui, la seule différence doit se faire entre le possible et l'impossible, non entre le permis et le proscrit, ce qui n'interdit nullement de soigner les apparences. Il anticipe de la sorte cette réflexion crétine de Napoléon à propos de Schulmeister au revers duquel on lui demandait d'épingler la Légion d'Honneur : « *On ne décore pas les espions* ». Ce qui va très bien avec cet amiral promu dans la même Légion d'Honneur au lendemain du fiasco le plus retentissant de l'histoire de l'espionnage français (1985).

Tout pour la reine, confondue avec sa grande île, rien pour ceux qui la servent, la ligne est claire qu'à partir du xvi^e siècle il va falloir suivre si l'on veut servir avec quelque chance de victoire. Car, quant à mériter le titre d'espion, est-ce bien nécessaire ? Pour Walsingham, sûrement pas, qui va rester une exception suffisamment longue pour que les autres pays d'Europe mettent deux siècles avant de l'imiter, avant de faire leur apprentissage.

Les monarques absolus qui gouvernent la France n'ont pas de Walsingham. Ils se fournissent en agents occultes dans les ordres religieux, jésuites, capucins, et ne répugnent pas à utiliser celles qui apportent leur contribution, vieille comme le monde, le commerce des sens et les autres, celles qui raisonnent : Catherine de Médicis puise dans un vivier de jeunes femmes peu farouches qui envahissent les couches de ceux des hommes qui ne sont pas tous des « mignons », ce qui prouve au passage que le « sexe charmant », – je préfère cette expression à celle, lamentable, de « sexe faible » – a tout pour réussir dans le secret. Louis XIV qui n'a peut-être pas de goût particulier pour l'espionnage, ne se défasse pas en mettant à profit l'intelligence d'une femme d'intrigues qui brille par la vivacité de son intelligence : elle se nomme Marie-Catherine Le Jumel de Barneville, elle est baronne d'Aulnoy, on l'a mal mariée, elle s'est vue contrainte

à l'errance en Espagne puis en Angleterre et malgré tout, ou peut-être à cause de cela, elle va se débrouiller suffisamment bien dans les investigations secrètes pour que le roi de France Louis XIV lui reconnaisse des « services rendus à la Cour ». Au passage admirons l'euphémisme « à la Cour », pas au roi, qui ne veut pas entendre parler de crapuleries indignes de son rang. Par chance, Madame d'Aulnoy ajoute à ses talents d'agent secret, ceux d'écrivain : ainsi le partage se fait, les enfants connaissent ses contes, le roi connaît ses comptes. Ils font bon mélange. D'autant que Louis XIV peut compter sur un autre « maître de chapelle »

Nous le connaissons tous : son meilleur ministre, Colbert, va s'impliquer dans ce que l'on appelle aujourd'hui l'espionnage économique ou les transferts de technologie dont il fait, pour la première fois en Europe, une discipline de haut vol. Walsingham découvre « la méthode » avec la psychologie, Colbert découvre « la matière » avec le renseignement économique.

La justification en est simple : il s'agit de mettre un terme à la dépendance de la couronne aux importations coûteuses de produits de luxe, étoffes, miroiterie, joaillerie, dépendance d'autant plus lourde que les besoins du roi de France sont croissants. Colbert veut la faire cesser et transformer le handicap en atout. Pour ce faire, il envoie des « gens à lui » dans les pays fournisseurs de ces produits des meilleures facture et qualité, à charge pour eux d'en dérober les secrets de fabrication et d'en recruter *in situ* les artisans eux-mêmes. Le plus remarquable de ces espions est un prélat, l'évêque de Béziers : Pierre de Bondi, nommé ambassadeur du roi de France à Venise, va en rapporter une double moisson, celle du savoir-faire – on dirait aujourd'hui de technologie – et celle de la main d'œuvre qualifiée en la personne de deux artisans de Murano qui deviennent les premiers maîtres verriers de la manufacture de Saint Gobain. Leur aventure tourne à l'épopée, sur fond d'assassinats de la part des Vénitiens outrés. Mais il importe peu à Colbert qui fait de la France en peu d'années le premier pays exportateur de miroirs. Exploit qu'il reproduit et multiplie en faisant des manufactures royales d'Aubusson, de la Savonnerie, de Beauvais, de Vidalon, de Sèvres et des mines et fonderies du Languedoc les établissements les plus avancés pour la production d'étoffes, de porcelaine, de céramique, d'orfèvrerie en Europe voire au monde.

La recette des coups tordus, au fond, ne doit pas être si détestable puisque l'arrière-petit-fils de Louis XIV la reprend à son compte, lui aussi de manière originale. Louis XV ne laisse à personne le soin d'organiser le premier service de renseignement digne de ce nom et le dénomme le « Secret du Roi ». L'originalité de l'innovation tient à sa seule et totale dépendance au monarque qui y tient personnellement la main en choisissant d'abord ses collaborateurs, puis leurs

surnoms – on dirait aujourd’hui leurs « pseudos » – lui se réservant celui de l’avocat, enfin en assurant son étanchéité par le cloisonnement faisant de l’ignorance qu’en ont les membres de leurs partenaires une règle et en recevant personnellement leurs écrits et leurs rapports – on dirait aujourd’hui leurs « productions », qu’il traite en direct avec son premier commis aux Affaires étrangères, Jean-Pierre Tercier. Des trente-deux espions de Louis XV aujourd’hui répertoriés, le plus audacieux et probablement le plus productif s’est construit une légende par son talent à changer de sexe, le chevalier d’Eon, dit « l’Intrépide ». Mais il serait injuste d’oublier que toutes ces réussites ne valent que par l’intelligence, cette fois entendue dans son acception française, d’un roi qui ne fut pas le pire des Bourbons ni le plus paresseux.

Louis le Bien-Aimé ne fait malheureusement pas d’émule en la personne de son fils Louis-Dieudonné, couronné sous le nom de Louis XVI, qui va laisser le trône pour la guillotine et dont l’épouse, Marie-Antoinette trahit froidement la cause ; avec elle, la cour devient une officine de ragots et une source d’indiscrétions qui vont des plus ridicules – le collier de la reine – jusqu’aux plus graves – les renseignements sur les armées de la Révolution que la reine fait tenir à son frère l’empereur. Elle se fait le premier « agent de l’étranger » et ce n’est que justice si les lettres découvertes dans l’armoire de fer aux Tuileries ajoutées à la correspondance de la reine avec l’ambassadeur d’Autriche en France, le comte de Mercy d’Argenteau, l’expédient devant le Tribunal Révolutionnaire.

Et l’intelligence dans tout cela ? Soyons clairs : elle n’a toujours pas droit de cité en France, en raison de la mainmise du ministère des Affaires étrangères sur les relations extérieures. Même Napoléon dont, il est vrai, le ministre Talleyrand brille par son encyclopédique connaissance du monde et sa capacité à anticiper les initiatives anglaises, n’est pas à la hauteur de l’enjeu : la domination de l’Europe. Son ministre de la Police, Savary, qui vaut mieux que ce que nos historiens en ont écrit, lance bien Charles-Louis Schulmeister dans la mêlée mais il n’est qu’un homme seul qui prend des risques personnels insensés et son mérite n’en est que plus grand de devenir l’artisan de la plus éclatante victoire napoléonienne, celle d’Ulm. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps et l’espionnage qui eût peut-être sauvé l’empire restera comme une lacune napoléonienne irrémédiable.

La leçon de Louis XV et de son cabinet du roi est jetée aux oubliettes, et c’est un grand dommage pour la France qui était bien partie pour faire de l’intelligence une discipline majeure de son gouvernement. C’est peut-être la faute majeure qu’a expié son fils, Louis XVI, que de ne pas la reprendre à son compte.

Une époque s'achève, celle de la monarchie absolue et de l'apprentissage de l'espionnage, une autre s'ouvre, celle de la Révolution industrielle et de sa professionnalisation. Désormais la recherche du renseignement change de dimension sinon de nature. Elle devient une source de technologie indispensable au développement des activités nouvelles. Elle devient en quelque sorte un ministère de la Recherche chez les autres. Les grands pays se soumettent à l'obligation, mais chacun choisit ses critères : l'exemple britannique s'impose comme le plus efficient, où les professionnels vont se voir reconnaître le statut de garants de l'intégrité nationale : de Trinity College où ils sont recrutés comme étudiants jusqu'à la *Joint Section* où ils terminent leur parcours, ils sont les égaux et les partenaires du corps diplomatique. La France prend une autre option, celle du « mal nécessaire », qui tolère le monde interlope des policiers et des militaires pour laisser la prédominance à la diplomatie.

Les politiques, les historiens, les diplomates ignorent l'apport du renseignement à la grande Histoire et les triomphes silencieux de ses pratiquants. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? C'est en tout cas une faute.

Mais, comme le disait Rudyard Kipling, ceci est une autre histoire.

Yves Bonnet

